## La filière du Livre à la croisée des chemins



Bien peu d'objets symbolisent, à ce point, l'état d'avancée d'une civilisation, la capacité d'émancipation des hommes et des femmes qui la composent, l'état de sa démocratie, de sa culture. Le livre représente cet objet, pas un média éphémère, ni un support de communication, mais bel et bien le support de la pensée humaine, des plus sombres aux plus enthousiasmantes.

Deux cent mille salarié-e-s travaillent dans les différents secteurs qui composent la chaîne du livre, de l'auteur au libraire, du secrétaire d'édition à l'imprimeur, du libraire au distributeur et au bibliothécaire. L'interdépendance des différents secteurs nécessite la création d'une filière Livre et sa nécessaire reconnaissance par les pouvoirs publics.

Aujourd'hui, toutes et tous voient leur travail remis en cause: les fermetures de librairies, d'imprimeries se succèdent; dans les maisons d'édition les plans de licenciements s'enchaînent; chez les distributeurs, les conditions de travail sont celles d'une taylorisation du début du siècle dernier.

Les maux dont souffrent nos entreprises sont identiques à ceux qui frappent les autres secteurs d'activités: concentration capitalistique de l'activité au niveau mondial comme au niveau national, augmentation des marges des acteurs les plus importants, financiarisation des entreprises au détriment de l'investissement et du développement de l'activité, le Travail traité comme variable d'ajustement.

Il est donc temps pour les salariés de la filière, comme pour celles et ceux qui soutiennent le livre pour ce qu'il est, de se doter d'une plateforme revendicative unificatrice et porteuse de mobilisations sociales essentielles à l'avenir de la filière et à celles et ceux qui y travaillent.



# Pour une nouvelle régulation du commerce du Livre

Virgin, puis Chapitre, et peut-être la Fnac, autant d'enseignes « culturelles » qui disparaissent ou sont en passe de disparaître sur l'autel du profit des propriétaires des groupes auxquels elles appartiennent (Kering ex-PPR, Actissia).

Dans le même temps, nous assistons à la disparition d'un nombre important de librairies indépendantes asphyxiées autant par le détournement des marchés publics (médiathèques publiques) vers des grossistes, que par l'inflation des prix des baux commerciaux de centre ville et le manque d'aides publiques au développement l'activité culturelle de proximité.

Paradoxalement, le géant du commerce en ligne, le «Carrefour» du Net, Amazon se voit octroyé aides publiques à l'installation, exonérations de cotisations sociales et de taxes et impôts en tout genre, au prétexte fallacieux de création d'emplois sur le territoire.

Les éditeurs devraient y réfléchir, à deux fois, à laisser le commerce du livre dans les mains de ce type de plate-forme de grande distribution. L'exemple anglais démontre de manière flagrante que la disparition du réseau des librairies a provoqué la chute des ventes, malgré la présence des boutiquiers du net.

#### La Filpac CGT revendique...

- Le renforcement de la loi Lang concernant le prix unique du livre et le régime dérogatoire qu'elle institue;
- La mise en place d'un comptoir national de type coopératif permettant aux éditeurs et aux libraires de mettre à dispositions des lecteurs l'ensemble de leurs collections d'ouvrages avec possibilités de livraison chez le libraire le plus proche comme le propose l'Association de défense des métiers du livre (ADML);
- L'obligation pour les collectivités territoriales et autres institutions publiques de passer des appels d'offre pour leurs bibliothèques auprès des libraires indépendants de proximité;
- L'exonération pour les librairies indépendantes de taxes locales (foncières, baux commerciaux) durant les cinq premières années d'installation, et prêts bancaires à taux zéro;

- L'obligation pour toute commune ou communauté de communes de plus de dix mille habitants d'avoir un lieu de vente de livres de proximité, de type librairies indépendantes;
- L'interdiction de commerce (point de vente ou dématérialisé) pour toute enseigne commerciale ne payant pas d'impôts, ni taxes sur le chiffre d'affaires des ventes de livres ou de téléchargements sur le territoire national;
- L'interdiction de vente de livres ou de téléchargements pour les sociétés ne respectant pas la loi Lang et/ou organisant l'évasion fiscale;
- La création d'une convention collective commune à tous les salariés de la filière du Livre avec une protection sociale complémentaire de qualité.

# Pour une autre répartition de la valeur ajoutée de l'économie de la filière

Si les gagnants économiques de la filière du Livre sont les grandes plateformes de distribution et les géants mondiaux de l'édition, d'un bout à l'autre de la chaîne les autres acteurs économiques sont à la peine.

Le démantèlement du secteur graphique est arrivé à un tel point que sa survie hexagonale ne tient qu'à un fil. Les grandes maisons d'édition sont les véritables instigatrices de cet assassinat industriel.

En exigeant des prix toujours plus bas, elles ont causé non seulement la fermeture d'innombrables centres d'impressions, accompagnée de son cortège de milliers de licenciements, mais aussi propagé ce cancer économique en poussant cette logique au niveau européen et maintenant au niveau mondial, dans le seul but d'accroître les dividendes de leurs actionnaires.

Le livre scolaire, comme le « beau livre » sont deux exemples illustratifs de cette mondialisation de l'impression basée sur le dumping social.

A l'heure où les imprimeries se doivent d'investir (nouvelles rotatives, parc numérique, finition, chaîne de brochage et de reliure) la pression sur leurs prix de vente est telle qu'aujourd'hui elles impriment à perte. Ainsi, sur un prix de vente grand public d'un livre de poche vendu 8 euros, le prix sorti de l'imprimerie imposé par l'éditeur avoisine les 10 centimes d'euro comprenant l'impression, le papier, la finition et la mise sous film!

Ni le libraire ni l'auteur ne bénéficient de cette pression sur les prix, eux-mêmes étranglés par les oligopoles de l'édition.

Le sauvetage de la filière Livre passe nécessairement par une régulation de son économie passant par une nouvelle répartition de la valeur ajoutée entre les différents acteurs de la filière.

### Pour ce faire, la Filpac CGT revendique...

- La facturation de l'impression de l'ouvrage permettant de couvrir l'ensemble des coûts de production mais aussi les investissements nécessaires aux nouvelles exigences de la création éditoriales (façonnage, reliure, colorisation, impression à la demande...);
- La mise en place d'une coopérative d'achat de papier et d'encre pour l'ensemble des imprimeries;
- La mise en place d'une banque publique d'investissement prêtant à des taux inférieur à ceux en cours;

- La mise en place de circuits courts éditionimpression-distribution par la mise en place d'une taxe à l'import;
- Le rapatriement immédiat de l'impression de tous les ouvrages scolaires et scientifiques et leur diffusion via les librairies de proximité;
- L'augmentation des droits d'auteurs pour toutes nouvelles créations éditoriales;
- Le paiement des droits d'auteurs identiques et ce quelles que soient les modalités de diffusion.

### POUR UN SOCLE SOCIAL COMMUN À TOUS LES SALARIÉS DE LA FILIÈRE

Les actionnaires des grands groupes d'édition Hachette, Editis, Gallimard totalisent près de la moitié des 3 milliards du chiffre d'affaires du secteur et ne connaissent pas la crise. On ne peut pas en dire autant des salariés qui y travaillent!

Stagnation des salaires, conditions de travail qui se dégradent, multiplication des ruptures conventionnelles, explosions des horaires de travail, autant de pressions que vivent les salariés de ces géants de l'édition et de leurs acolytes à la taille plus modeste (Dalloz, Wolters Kluwer, L'Harmattan...).

Dans le secteur de l'imprimerie, ce n'est guère plus encourageant, chacun vivant dans la peur d'une fermeture potentielle de son lieu de travail. Pour autant, les remises en cause patronales du paiement du travail de nuit, des heures supplémentaires, de la protection sociale complémentaire, se heurtent à la résistance des salarié(e)s, appuyés par leur organisation syndicale la Filpac CGT.

Quant au secteur conventionnel de la «Librairie», la déqualification majeure entrepris par le Syndicat de la Librairie française (SLF) en substituant le statut de libraire par celui de vendeur, n'est pas en reste dans le recul social entrepris par tous les acteurs économiques de la filière.

La Filpac CGT agit pour remettre la filière du Livre dans une dynamique de croissance profitant tant aux salariés qu'aux citoyens et aux lecteurs.

### La Filpac CGT revendique...

- Une autre répartition des richesses créées par les salarié(e)s de la filière passant par une augmentation immédiate des salaires de plus de 10 %, avec un salaire plancher minimum à 1 700 euros.
- L'arrêt immédiat des plans de licenciements, dans tous les groupes et entreprises versant des dividendes et/ou dégageant un excédent brut d'exploitation positif.
- La mise en place d'une nouvelle grille de qualifications de la Librairie reprenant et valorisant

les métiers propres au commerce particulier du Livre.

- La mise en place d'un plan de formation inter-secteurs aux nouveaux métiers permettant à chacune et chacun de se maintenir dans l'emploi.
- La construction à court terme d'un statut du salarié de la filière professionnelle du Livre reposant sur une couverture conventionnelle unique, une protection sociale complémentaire de haut niveau.

Cette plate-forme revendicative a vocation à s'enrichir: par l'appropriation des salariés de la filière, par les différents acteurs économiques et sociaux soucieux de développer le Livre plus que le versement de dividendes aux actionnaires.

Seule la mobilisation des salariés de la filière permettra enfin d'arrêter le massacre des métiers du Livre et d'obtenir les avancées sociales et régulations indispensables à la sauvegarde puis à l'expansion économique et sociale de cette filière essentielle à notre société.

Pour donner de la force à cette plate-forme revendicative, investissez-vous en vous syndiquant à la CGT!

